

# SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2004-2005

16 NOVEMBRE 2004

## Projet de loi accordant aux journalistes le droit de taire leurs sources d'information

*Procédure d'évocation*

### AMENDEMENTS

N° 6 DE M. MAHOUX

Art. 2

#### Remplacer cet article par ce qui suit :

« Art. 2. — *Bénéficient de la protection des sources telle que définie à l'article 3 de la présente loi, les personnes suivantes :*

1° *les journalistes, soit toute personne, dans le cadre d'un travail indépendant ou salarié, ainsi que toute personne morale, qui fournit régulièrement contre rétribution une contribution directe et nécessaire à la collecte, la rédaction, à la production ou à la diffusion d'informations, par le biais d'un média, au profit de tiers;*

2° *les collaborateurs de la rédaction, soit toute personne qui, de par l'exercice de sa profession, est amenée à prendre connaissance d'informations permettant d'identifier une source et ce, à travers la*

Voir:

Documents du Sénat:

3-870 - 2003/2004:

N° 1: Projet évoqué par le Sénat.

N° 2: Amendements.

# BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2004-2005

16 NOVEMBER 2004

## Wetsontwerp tot toekenning aan de journalisten van het recht om hun informatiebronnen te verzwijgen

*Evocatieprocedure*

### AMENDEMENTEN

Nr. 6 VAN DE HEER MAHOUX

Art. 2

#### Dit artikel vervangen als volgt:

« Art. 2. — *De bescherming van de bronnen als bepaald in artikel 3 van deze wet, genieten de volgende personen :*

1° *journalisten, dus eenieder die als zelfstandige of loontrekkende werkzaam is, alsook iedere rechtspersoon, en die regelmatig tegen vergoeding een rechtstreekse en noodzakelijke bijdrage levert tot het verzamelen, redigeren, produceren of verspreiden van informatie voor derden via een medium;*

2° *redactiemedewerkers, dus eenieder die voor de uitoefening van zijn beroep geacht wordt kennis te nemen van informatie die tot de onthulling van een bron kan leiden, ongeacht of dat verloopt via het ver-*

Zie:

Stukken van de Senaat:

3-870 - 2003/20004:

Nr. 1: Ontwerp geëvoceerd door de Senaat.

Nr. 2: Amendementen.

*collecte, le traitement éditorial ou la publication de cette même information. »*

#### Justification

L'article 2 du projet de loi est actuellement rédigé de la manière suivante :

*« Pour l'application de la présente loi, il y a lieu d'entendre par « journaliste » quiconque traite l'information sous forme de communication régulière au public. »*

Le Conseil supérieur de la Justice émet une appréciation positive sur cette définition :

*« Le Conseil supérieur de la Justice peut souscrire à la notion de journaliste telle que décrite dans la proposition de loi, notion qui ne couvre pas uniquement les journalistes professionnels. »*

L'objectif poursuivi par cet article 2 n'est pourtant pas de définir la notion de journaliste, mais bien de déterminer les catégories de personnes qui vont pouvoir bénéficier du droit de taire ses sources.

Dans une note adressée à la Commission, l'AGJPB indiquait que *« le champ d'application de la protection devrait également couvrir les personnes qui, dans le processus de collecte et de diffusion de l'information, et bien qu'elles ne soient pas journalistes, peuvent prendre connaissance d'informations qui identifient une source confidentielle. Il s'agit essentiellement des collaborateurs rédactionnels et du personnel qui intervient dans le traitement de l'information ».*

L'association sollicite, partant, que soit ajouté un second alinéa à cet article, rédigé de la manière suivante :

*« Bénéficient également des dispositions de la présente loi, les personnes qui en raison de leurs relations professionnelles avec les journalistes prennent connaissance d'informations permettant d'identifier une source confidentielle. »*

Si cette préoccupation doit être rencontrée, à peine de soustraire toute efficacité à ce texte, la formulation ne semble pourtant pas adéquate parce qu'elle manque de précision, en utilisant des termes trop génériques (« relations professionnelles ») et en faisant du journaliste le point de référence pour la protection accordée par cette loi.

Il a donc semblé nécessaire de définir de manière ouverte les futurs bénéficiaires de la protection, ce qui fait l'objet du 2<sup>o</sup> du présent amendement.

#### N<sup>o</sup> 7 DE M. MAHOUX

##### Art. 3

#### **Remplacer cet article par ce qui suit:**

*« Art. 3. — Les personnes visées à l'article 2 de la présente loi ont le droit de taire leurs sources d'information.*

*Sauf dans les cas visés à l'article 4, elles ne peuvent pas être contraintes de révéler leurs sources d'information et de communiquer tout renseignement, enregistrement et document susceptible notamment :*

*1<sup>o</sup> de révéler l'identité de leurs informateurs;*

*2<sup>o</sup> de dévoiler la nature ou la provenance de leurs informations;*

*zamelen, de redactionele verwerking of de bekendmaking van die informatie. »*

#### Verantwoording

Momenteel luidt artikel 2 van het ontwerp als volgt :

*« Voor de toepassing van deze wet dient onder « journalist » te worden verstaan eenieder die informatie verwerkt in de vorm van geregelde communicatie aan het publiek. »*

De Hoge Raad voor de Justitie oordeelt positief over die definitie :

*« De Hoge Raad voor de Justitie kan de definitie van het begrip journalist in het wetsvoorstel onderschrijven, dat niet alleen beroepsjournalisten dekt. »*

Artikel 2 beoogt echter niet het begrip « journalist » te definiëren maar om te bepalen welke categorieën personen het recht hebben hun bronnen te verzwijgen.

In een nota voor de Commissie stelt de AVBB : *« le champ d'application de la protection devrait également couvrir les personnes qui, dans le processus de collecte et de diffusion de l'information, et bien qu'elles ne soient pas journalistes, peuvent prendre connaissance d'informations qui identifient une source confidentielle. Il s'agit essentiellement des collaborateurs rédactionnels et du personnel qui intervient dans le traitement de l'information ».*

De vereniging vraagt dan ook een tweede lid aan dit artikel toe te voegen, luidende :

*« Bénéficient également des dispositions de la présente loi, les personnes qui en raison de leurs relations professionnelles avec les journalistes prennent connaissance d'informations permettant d'identifier une source confidentielle. »*

We moeten op dit voorstel ingaan anders bevat de tekst geen werkzame bepalingen meer. De formulering lijkt echter niet geschikt, aangezien zij niet precies genoeg is, te algemene termen (« relations professionnelles ») gebruikt en de journalist tot referentiepunt maakt wat de bescherming betreft die deze wet biedt.

Het leek dus noodzakelijk op een open wijze de toekomstige begunstigen van de bescherming te definiëren, wat het 2<sup>o</sup> van dit amendement doet.

#### Nr. 7 VAN DE HEER MAHOUX

##### Art. 3

#### **Dit artikel vervangen als volgt:**

*« Art. 3. — De personen bedoeld in artikel 2 van deze wet hebben het recht hun informatiebronnen te verzwijgen.*

*Met uitzondering van de gevallen bedoeld in artikel 4, kunnen zij er niet toe worden gedwongen hun informatiebronnen vrij te geven en inlichtingen, opnames en documenten te verstrekken die onder meer :*

*1<sup>o</sup> de identiteit van hun informanten kunnen bekendmaken;*

*2<sup>o</sup> de aard of de herkomst van hun informatie kunnen prijsgeven;*

3<sup>o</sup> de divulguer l'identité de l'auteur d'un texte ou d'une production audiovisuelle;

4<sup>o</sup> de révéler le contenu des informations et des documents eux-mêmes, dès lors qu'ils permettent d'identifier l'informateur. »

Justification

Cette restriction s'impose à peine de vider le secret des sources de son sens.

N<sup>o</sup> 8 DE M. MAHOUX

Art. 4

**Remplacer cet article par ce qui suit :**

« Art. 4. — Les personnes visées à l'article 2 de la présente loi ne peuvent être tenues de livrer les sources d'information visées à l'article 3 qu'à la requête du juge, si elles sont de nature à prévenir des infractions constituant une menace grave pour l'intégrité physique d'une ou de plusieurs personnes ou prévenir des infractions visées à l'article 137 du Code pénal en ce qu'elles pourraient porter atteinte à l'intégrité physique, et si les conditions cumulatives suivantes sont remplies :

1<sup>o</sup> les informations demandées revêtent une importance cruciale pour la prévention de ces infractions;

2<sup>o</sup> les informations demandées ne peuvent être obtenues d'aucune autre manière. »

Justification

Le premier objectif poursuivi par cet amendement est d'ordre strictement technique et ne vise qu'à modifier grammaticalement le texte, en fonction des modifications visées par l'amendement relatif à l'article 2.

La seconde partie de l'amendement vise à restreindre la portée de l'article 137 du Code pénal aux seules infractions qui pourraient avoir des conséquences sur l'intégrité physique d'une ou plusieurs personnes, écartant ainsi les situations qui relèveraient de cet article mais auraient des conséquences d'un autre ordre (par exemple, économiques, dans l'hypothèse de la destruction de bateaux vides).

N<sup>o</sup> 9 DE M. MAHOUX

Art. 5

**Remplacer cet article par ce qui suit :**

« Art. 5. — Les mesures d'information ou d'instruction telles que fouilles, perquisitions, saisies, écoute téléphonique et enregistrements ne peuvent concerner des données relatives aux sources d'information des personnes visées à l'article 2 de la présente

3<sup>o</sup> de identiteit van de auteur van een tekst of audiovisuele productie kunnen bekendmaken;

4<sup>o</sup> de inhoud van de informatie en van de documenten zelf kunnen bekendmaken, indien daarmee de informant kan worden geïdentificeerd. »

Verantwoording

Die beperking is noodzakelijk om de inhoud van het begrip bronnengeheim niet uit te hollen.

Nr. 8 VAN DE HEER MAHOUX

Art. 4

**Dit artikel vervangen als volgt :**

« Art. 4. — De personen bedoeld in artikel 2 van deze wet kunnen enkel op vordering van de rechter ertoe gedwongen worden de informatiebronnen bedoeld in artikel 3 vrij te geven, indien die van aard zijn misdrijven te voorkomen die een ernstige bedreiging opleveren voor de fysieke integriteit van één of meer personen, of misdrijven te voorkomen bedoeld in artikel 137 van het Strafwetboek, waarbij de fysieke integriteit in het gedrang kan komen, en indien de volgende cumulatieve voorwaarden vervuld zijn :

1<sup>o</sup> de gevraagde informatie is van cruciaal belang voor het voorkomen van deze misdrijven;

2<sup>o</sup> de gevraagde informatie kan op geen enkele andere wijze verkregen worden. »

Verantwoording

De eerste doelstelling van het amendement is zuiver technisch en strekt er alleen toe de tekst grammaticaal te wijzigen in het licht van de wijzigingen van het amendement op artikel 2.

Het tweede gedeelte van het amendement strekt ertoe de draagwijdte van artikel 137 van het Strafwetboek te beperken tot de misdrijven die gevolgen kunnen hebben voor de fysieke integriteit van één of meer personen. Op die manier vallen situaties erbuiten waarop dat artikel weliswaar van toepassing is, maar die andere gevolgen hebben (bijvoorbeeld economische, wanneer men lege schepen vernietigt).

Nr. 9 VAN DE HEER MAHOUX

Art. 5

**Dit artikel vervangen als volgt :**

« Art. 5. — Opsporings- of onderzoeksmaatregelen zoals fouilleringen, huiszoekingen, inbeslagnemingen, het afluisteren en opnemen van telefoongesprekken mogen niet slaan op gegevens die betrekking hebben op de informatiebronnen van de personen

*loi que si ces données sont susceptibles de prévenir la commission des infractions visées à l'article 4, et dans le respect des conditions qui y sont définies. »*

## Justification

Cet amendement est d'ordre strictement technique et ne vise qu'à modifier le texte, en fonction des modifications visées par l'amendement n° 6 relatif à l'article 2.

## N° 10 DE M. MAHOUX

## Art. 5bis (nouveau)

**Insérer un article 5bis (nouveau), rédigé comme suit :**

*« Art. 5bis. — Les preuves recueillies en violation des conditions posées par les articles 4 et 5 seront écartées du débat tandis que les actes de procédure violant ces conditions seront frappés de nullité, entraînant la nullité des actes de procédure qui en découlent. »*

## Justification

Il s'agit là d'une précaution supplémentaire apportée au respect du secret des sources, évitant ainsi que des mesures d'instruction puissent être effectuées de manière large et non précisée, permettant ainsi de recueillir des éléments servant ultérieurement dans le cadre de certaines poursuites ou procédures.

## N° 11 DE M. MAHOUX

## Art. 6

**Remplacer cet article par ce qui suit :**

*« Art. 6. — Les personnes visées par l'article 2 de la présente loi ne peuvent être poursuivies sur base de l'article 505 du Code pénal lorsqu'elles exercent leur droit à ne pas révéler leurs sources d'information. »*

## Justification

L'amendement est d'ordre strictement technique et ne vise qu'à modifier grammaticalement le texte, en fonction des modifications visées par l'amendement relatif à l'article 2.

## N° 12 DE M. MAHOUX

## Art. 6bis (nouveau)

**Insérer un article 6bis (nouveau), rédigé comme suit :**

*« Art. 6bis. — Les personnes visées à l'article 2 de la présente loi ne peuvent être poursuivies sur base de*

*bedoeld in artikel 2 van deze wet, tenzij die gegevens kunnen voorkomen dat de in artikel 4 bedoelde misdrijven worden gepleegd, en met naleving van de daarin bepaalde voorwaarden. »*

## Verantwoording

Dit amendement is zuiver technisch en strekt er alleen toe de tekst te wijzigen in het licht van de wijzigingen van het amendement nr. 6 op artikel 2.

## Nr. 10 VAN DE HEER MAHOUX

## Art. 5bis (nieuw)

**Een artikel 5bis (nieuw) invoegen, luidende :**

*« Art. 5bis. — De bewijzen verzameld met schending van de in de artikelen 4 en 5 gestelde voorwaarden worden uit de debatten geweerd, terwijl proceshandelingen welke die rechten schenden, worden nietig verklaard, hetgeen de nietigheid meebrengt van de daaruit voortvloeiende proceshandelingen. »*

## Verantwoording

Het gaat om een bijkomende voorzorgsregel voor het in acht nemen van het bronnengeheim, om te voorkomen dat op een brede en niet nader bepaalde wijze onderzoekshandelingen worden verricht, waardoor gegevens kunnen worden verzameld die later worden gebruikt bij bepaalde vervolgingen of procedurehandelingen.

## Nr. 11 VAN DE HEER MAHOUX

## Art. 6

**Dit artikel vervangen als volgt :**

*« Art. 6. — De personen bedoeld in artikel 2 van deze wet kunnen niet op grond van artikel 505 van het Strafwetboek worden vervolgd als zij hun recht uitoefenen om hun informatiebronnen te verzwijgen. »*

## Verantwoording

Het amendement is zuiver technisch en strekt er alleen toe de tekst grammaticaal te wijzigen in het licht van de wijzigingen van het amendement op artikel 2.

## Nr. 12 VAN DE HEER MAHOUX

## Art. 6bis (nieuw)

**Een artikel 6bis (nieuw) invoegen, luidende :**

*« Art. 6bis. — De personen bedoeld in artikel 2 van deze wet kunnen niet op grond van artikel 67, vierde*

*l'article 67, alinéa 4, du Code pénal lorsqu'elles exercent leur droit à ne pas révéler leurs sources d'information. »*

#### Justification

La question s'est posée de savoir ce qu'il en serait de la complicité éventuelle d'un journaliste au sens de l'article 67, alinéa 4, du Code pénal lorsqu'il y a eu violation du secret professionnel au sens de l'article 458 du Code pénal.

Un exemple : un journaliste prend connaissance d'informations qui découlent de la violation du secret professionnel par un avocat. Il publie ces informations. Pourrait-il être poursuivi pour complicité ?

L'article 67, alinéa 4, du Code pénal énonce en effet :

*« Seront punis comme complices d'un crime ou d'un délit :*

*Ceux qui auront donné des instructions pour le commettre ;*

*Ceux qui auront procuré des armes, des instruments, ou tout autre moyen qui a servi au crime ou au délit, sachant qu'ils devaient y servir ;*

*Ceux qui, hors le cas prévu par le § 3 de l'article 66, auront, avec connaissance, aidé ou assisté l'auteur ou les auteurs du crime ou du délit dans les faits qui l'ont préparé ou facilité, ou dans ceux qui l'ont consommé. »*

Le but poursuivi par le présent amendement est le même que celui prévu à l'article 6 du projet, soit la question du recel. Il ne saurait en effet être question de tenter de « briser » le droit au secret des sources des personnes visées à l'article 2 en les menaçant d'une peine, fondée sur un motif de complicité.

N° 13 DE M. MAHOUX

Art. 6ter (nouveau)

**Insérer un article 6ter (nouveau), rédigé comme suit :**

*« Art. 6ter. — La présente loi entre en vigueur dès sa parution au Moniteur belge. »*

#### Justification

Cet amendement vise à fixer une date d'entrée en vigueur du texte examiné.

Philippe MAHOUX.

*lid, van het Strafwetboek worden vervolgd als zij hun recht uitoefenen om hun informatiebronnen te verzwijgen. »*

#### Verantwoording

De vraag is gerezen wat er gebeurt bij eventuele medeplichtigheid van een journalist in de zin van artikel 67, vierde lid, van het Strafwetboek, wanneer het beroepsgeheim in de zin van artikel 458 van het Strafwetboek geschonden werd.

Een voorbeeld : een journalist krijgt informatie als gevolg van de schending van het beroepsgeheim door een advocaat. Hij publiceert die informatie. Kan hij worden vervolgd wegens medeplichtigheid ?

Artikel 67, vierde lid, van het Strafwetboek luidt immers als volgt :

*« Als medeplichtigen aan een misdaad of een wanbedrijf worden gestraft :*

*Zij die onderrichtingen hebben gegeven om de misdaad of het wanbedrijf te plegen ;*

*Zij die wapens, werktuigen of enig ander middel hebben verschafft, die tot de misdaad of het wanbedrijf hebben gediend, wetende dat ze daartoe zouden dienen ;*

*Zij die, buiten het geval van artikel 66, § 3, met hun weten de dader of de daders hebben geholpen of bijgestaan in daden die de misdaad of het wanbedrijf hebben voorbereid, vergemakkelijkt of voltooid. »*

Het doel van dit amendement is hetzelfde als dat van artikel 6 van het ontwerp, met name het probleem van de heling. Er kan immers geen sprake van zijn het recht op het bronnengeheim van de personen, waarvan sprake is in artikel 2, te « breken » door ze te bedreigen met als argument dat ze medeplichtig zijn.

Nr. 13 VAN DE HEER MAHOUX

Art. 6ter (nieuw)

**Een artikel 6ter (nieuw) invoegen, luidende :**

*« Art. 6ter. — Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt. »*

#### Verantwoording

Dit amendement strekt ertoe een datum van inwerkingtreding van voorliggende tekst te bepalen.